

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2009

Le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire le vingt neuf octobre deux mil neuf, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur GENEST Bruno, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 22 octobre 2009.

Préalablement à l'examen des questions portées à l'ordre du jour, Monsieur le Maire a procédé à l'installation de Mademoiselle GUYONNAUD Amélie en qualité de conseillère municipale.

Le Maire fait ensuite procéder à l'appel des conseillers municipaux :

Présents : M. GENEST, Mme MILLERE, Mme INSELIN, Mme MEUNIER, M. CHANTEREAU, M. LACOMBE, M. LAREYNIE, Mme THEILLOUT, M. ABSI, M. FOUSSETTE, Mme BRACHET, M. CHAPELOT, M. REJASSE, Mme GARON, M. CHAMPEAUD, Mme RAMADIER, Mme FAYE, Mme KONGOLO-BUKASA, Mme MARCELAUD, M. ALLES, Mme BOBIN, M. PERRIER, M. BOUTIN, Mme BALUSSAUD, M. VALETTE, Mlle GUYONNAUD.

Absents avec délégation :

- Mme BESSE, délégation à Mme MILLERE.

Madame Béatrice RAMADIER a été nommée Secrétaire de séance.

Monsieur le Maire demande si des observations sont à formuler sur le compte-rendu du Conseil Municipal du 9 septembre 2009.

Madame BOBIN expose que, contrairement à ce qui a été annoncé lors de la séance du Conseil Municipal en date du 9 septembre 2009, la Société European Homes a bien été exonérée du paiement des taxes consécutives au paiement tardif de TLE.

Monsieur le Maire considère le compte-rendu du dernier conseil approuvé.

Monsieur le Maire donne lecture des arrêtés pris en application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INSTITUTIONS MUNICIPALES

1 ⇒ Désignation d'un délégué communal auprès de diverses instances

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire indique que Monsieur Michel MORICHON ayant présenté sa démission de son poste de conseiller municipal, il convient de pourvoir à son remplacement auprès des diverses instances dans lesquelles il siégeait en qualité de représentant de la commune.

Par délibérations n° D/2008/15 et D/2008/18 en date du 27 mars 2008, le Conseil Municipal a désigné les représentants de la commune devant siéger au sein des divers syndicats intercommunaux dont la commune est membre, ainsi qu'au sein de la commission chargée du suivi de l'activité du Cantou.

Monsieur Michel MORICHON était délégué titulaire chargé de représenter la commune au sein du SIEPAL et de la commission chargée du suivi de l'activité du Cantou.

Pour mémoire, les délégués communaux auprès de ces deux instances étaient :

↳ SIEPAL :

Délégués titulaires : Messieurs CHANTEREAU et MORICHON

Délégués suppléants : Madame BOBIN et Monsieur LACOMBE

↳ Commission chargée du suivi de l'activité du Cantou :

Délégués titulaires (pas de suppléants) : Madame INSELIN et Monsieur MORICHON

Il est proposé, conformément aux dispositions des articles 26 et 32 du règlement intérieur du Conseil Municipal :

- D'ELIRE un délégué titulaire représentant la commune au sein du SIEPAL
- D'ELIRE un délégué titulaire au sein de la commission chargée du suivi de l'activité du Cantou

↳ En ce qui concerne le remplacement de Monsieur MORICHON au sein du SIEPAL, Monsieur le Maire procède à un appel à candidatures :

- Sont candidats : Monsieur Bruno GENEST, Maire, et Madame Marie-Noëlle BOBIN.
Monsieur Bruno GENEST est élu par 21 voix. Madame Marie-Noëlle BOBIN recueille 4 voix. Monsieur Yanick BOUTIN et Madame Françoise BALUSSAUD s'abstiennent.

↳ En ce qui concerne le remplacement de Monsieur MORICHON au sein de la commission chargée du suivi de l'activité du Cantou, Monsieur le Maire procède également à un appel à candidatures :

- sont candidates : Madame Béatrice RAMADIER et Madame Christine MARCELLAUD.
Madame Béatrice RAMADIER est élue par 21 voix. Madame Christine MARCELLAUD recueille 4 voix. Monsieur Yanick BOUTIN et Madame Françoise BALUSSAUD s'abstiennent.

URBANISME

2 ⇒ Dénomination d'un espace communal

Rapporteur : Monsieur LACOMBE

Monsieur LACOMBE rappelle que Monsieur Bernard CARAMIGEAS a été pendant de très nombreuses années, un acteur important de la vie communale et associative condatoise, par son engagement au sein de l'Amicale Laïque et du Pôle d'Animation Locale, mais également en qualité de coordonnateur du Contrat Educatif Local.

Dans ce cadre, la municipalité souhaite lui rendre un hommage particulier en dénommant « Espace Bernard CARAMIGEAS » l'ensemble immobilier composé du bâtiment de l'Amicale Laïque, du parking et abords attenants, ainsi que des deux courts de tennis extérieurs.

Il est proposé,

- DE DENOMMER « Espace Bernard CARAMIGEAS » l'ensemble immobilier composé du bâtiment de l'Amicale Laïque, du parking et abords attenants ainsi que des deux courts de tennis extérieurs.

Monsieur ALLES exprime son contentement quant au fait que soit reconnu les talents associatifs de Monsieur Bernard CARAMIGEAS. Il souhaite également savoir si une plaque commémorative sera posée.

Monsieur LACOMBE l'informe que, l'Amicale Laïque fêtant ses 30 années d'existence début 2010, cette cérémonie sera également l'occasion de poser une plaque en mémoire de Bernard CARAMIGEAS.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

PERSONNEL MUNICIPAL

3 ⇒ Rémunération des agents recenseurs

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe que du 20 janvier au 21 février 2010, la commune de Condat sur Vienne procédera conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-561 du 23 juin 2003 au recensement de la population.

Il conviendra de recruter 9 agents recenseurs pour effectuer ce recensement. Aux termes de l'article 156 de la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002, la désignation des agents recenseurs ainsi que leur rémunération sont de la seule responsabilité de la commune. En terme de compensation financière de l'Etat, la commune percevra une indemnité, appelée dotation forfaitaire de recensement, de 9830,00 € (1,71 € par habitant + 1,13 € par foyer).

Il est possible de rémunérer ces agents sur la base d'un indice de la Fonction Publique Territoriale.

Il est proposé,

- DE DIRE que les agents recenseurs seront rémunérés par référence à l'indice afférent au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif, soit l'indice brut 297, indice majoré 292.
- DE DIRE que les crédits afférents seront inscrits au Budget Primitif 2010, chapitre 012, article 64131.

Madame MARCELAUD souhaite savoir si un profil particulier a été déterminé en ce qui concerne le recrutement de ces agents recenseurs ? Selon elle, il conviendrait de privilégier les personnes en recherche d'emploi.

Monsieur le Maire lui répond qu'aucun profil particulier n'a été déterminé, et qu'il souhaite qu'à cette occasion, la collectivité aide des demandeurs d'emploi.

Madame INSELIN ajoute qu'en ce qui la concerne, elle a déjà orienté des jeunes en fin de contrat, en leur conseillant de postuler.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

FINANCES COMMUNALES

4 ⇒ Autorisation donnée au Maire de déposer un dossier de demande de subvention au titre de la DGE

Rapporteur : Madame INSELIN

Madame INSELIN informe qu'au cours de l'exercice 2010, la municipalité va procéder à la réfection du restaurant scolaire et à sa transformation en self.

Cette réfection et cette transformation sont nécessitées par :

- l'augmentation spectaculaire du nombre d'enfants fréquentant ce service, d'où une saturation quasi immédiate des salles de restauration,
- la volonté de réduire drastiquement le bruit pendant le temps du repas.

Afin de mettre en place cette nouvelle organisation, des travaux de réhabilitation et de restauration seront nécessaires, ainsi que l'achat de matériels pour la cuisine et les salles de restauration.

Cette transformation en self concernerait les enfants scolarisés à partir de la grande section de maternelle, ainsi que ceux inscrits à l'école primaire.

De plus, il n'y aurait pas de changement en ce qui concerne la méthode actuelle de délivrance des repas : liaison chaude, 5 composantes.

Cette opération de restructuration qui donnera lieu à un marché à procédure adaptée décomposé en lots (travaux, fourniture et pose de matériel de cuisine, mobilier, aménagement des salles de restauration, fourniture de matériels de restauration anti bruit) se déroulera impérativement sur les mois de juillet et août 2010.

Ce dossier d'un montant global estimé à 150 000,00 € TTC peut donner lieu à attribution de subventions: de la part de l'Etat au titre de la DGE, et de la part du Département de la Haute-Vienne au titre des CTD (contrats territoriaux départementaux qui seront sollicités à la session de juin 2010). Le financement en serait donc le suivant :

Financeurs	Montant HT	TVA	Subventions	Total
Commune	75 250,84 €	24 581,94 €		99 832,78 €
Département			25 083,61 €	25 083,61 €
Etat			25 083,61 €	25 083,61 €
TOTAL	75 250,84 €	24 581,94 €	50 167,22 €	150 000,00 €

Il est proposé :

- D'ADOPTER l'opération à réaliser
- D'EN ARRÊTER les modalités de financement
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à déposer auprès de Madame le Préfet un dossier de demande de subvention au titre de la DGE

Madame INSELIN prend la parole et expose les faits suivants :

-depuis la rentrée scolaire de septembre 2009, les effectifs des enfants fréquentant le restaurant scolaire ont connu une très forte progression (+30%) alors que dans le même temps les effectifs des écoles sont restés relativement stables. Fort de ce constat, le groupe de travail du restaurant scolaire (groupe comprenant des élus, des représentants des associations de parents d'élèves et des membres du personnel municipal), a validé le principe du self qui permettra de faire face à cette augmentation des effectifs au restaurant scolaire, et de réduire drastiquement le phénomène du bruit dans les salles de restauration. Le projet consisterait à proposer 2 services sans modifier les horaires d'école. Compte tenu du coût financier de cette opération, il est important que la collectivité dépose des dossiers de demandes de subventions.

Monsieur le Maire précise qu'il ne doute pas un instant du soutien de Madame la Conseillère Générale quant à ce dossier. Quoi qu'il en soit, et au cas où les subventions ne seraient pas accordées, ce projet étant indispensable pour la collectivité, il sera en conséquence mené à son terme.

Monsieur PERRIER ajoute que cette opération répond à un des points développés dans le programme électoral présenté par son équipe, et dont il avait rappelé l'urgence lors de la toute première réunion du Conseil Municipal consacrée au vote du Budget. Selon lui, cette réflexion devra s'accompagner d'une révision de la politique tarifaire de la cantine, car il juge le prix du ticket trop bas (Monsieur PERRIER assène cette notion à plusieurs reprises). Il faut, toujours selon lui, prendre conscience que des enfants déjeunent au restaurant scolaire à cause du faible prix, alors même que leurs parents sont en capacité de les garder et de les faire déjeuner à la maison. Enfin, Monsieur PERRIER fait part de ses interrogations quant au montant de l'opération qu'il juge trop bas. Selon lui, un montant de 200 000,00 € à 300 000, 00 € est plus proche de la réalité. La collectivité devra-t-elle avoir recours à l'emprunt ? Cela ne posera-t-il pas alors la question de savoir s'il faut différer le projet de bibliothèque ?

Monsieur le Maire lui rétorque qu'il ne faudrait pas laisser à penser que l'équipe majoritaire au sein du Conseil Municipal applique le programme de la liste présentée par le Parti Socialiste lors des élections municipales de 2008.

Monsieur le Maire lui répond également qu'en ce qui concerne la bibliothèque, il fera exposer les propos tenus par Monsieur PERRIER dans son dernier édito à paraître dans le journal municipal du mois de décembre prochain, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration de cet équipement. En ce qui concerne le montant annoncé de 150 000,00 € pour la réfection du restaurant scolaire et sa transformation en self, ce montant est basé sur des devis demandés à diverses entreprises. Quant à la question de l'emprunt, il est hors de question d'y avoir recours pour le moment. Enfin, le prix du ticket de cantine relève d'un autre débat qu'il conviendra peut être d'avoir en son temps.

Madame INSELIN ajoute que la réflexion actuelle de réfection du restaurant scolaire est loin d'être fantaisiste, et qu'elle est basée sur des éléments factuels.

Monsieur BOUTIN intervient dans le débat qui s'engage autour de la question du quotient familial en précisant que selon lui, le quotient familial est discriminatoire, en ce sens qu'il opère un distinguo entre les élèves basé sur les revenus des parents. Selon lui, l'école de la République doit rester libre et gratuite. Les frais de restauration scolaire sont déjà financés différemment par les parents via les impôts locaux, lesquels prennent en compte les différences sociales qui peuvent exister.

Monsieur PERRIER lui répond ne pas partager les mêmes valeurs que lui.

Selon Madame BOBIN, la mise en place du quotient familial est une question de justice sociale. Il est évident qu'il ne faut pas établir de parallèle entre les loisirs (école de musique) et le service de restauration scolaire.

Monsieur FOUSSETTE revient sur la mise en place de cette politique tarifaire différenciée à l'école de musique en précisant que, certes il y a moins d'élèves mais qu'on ne peut pas non plus parler d'hémorragie. Il ajoute qu'il est d'autant plus surpris de la part de Monsieur PERRIER, et au vu de son insistance vis-à-vis de ce sujet, que celui-ci a voté contre, en ce qui concerne l'école de musique.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

5 ⇒ **Décision Modificative n°2009 -02 - Budget Principal**

Rapporteur : Monsieur FOUSSETTE

Cette deuxième modification du budget principal permet d'enregistrer de nouvelles recettes, et d'ajuster certaines dépenses.

Elle s'équilibre comme suit :

	DEPENSES		RECETTES	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
Fonctionnement	31 000,00 €	0,00 €	31 000,00 €	0,00 €
	31 000,00 €		31 000,00 €	
Investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	0,00€		0,00€	
Total	31 000,00 €	0,00 €	31 000,00 €	0,00 €
	31 000,00 €		31 000,00 €	

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Les recettes réelles : 31 000,00 €

Un ajustement des prévisions initiales de crédits budgétaires en ce qui concerne les remboursements liés aux absences des agents (crédits budgétaires déjà enregistrés)

Les recettes d'ordre : 0,00 €

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 31 000,00 €

Les dépenses réelles : 31 000,00 €

Une augmentation des prévisions budgétaires liées à la masse salariale : 28 000,00 € (cf détail ci-dessous)

↳ l'augmentation des effectifs à la cantine (enfants de l'école maternelle principalement) et à la garderie, a entraîné le recrutement de deux agents supplémentaires : un pour la surveillance des repas, de l'interclasse, ainsi que la surveillance de la garderie ; l'autre pour la surveillance de la garderie. (ces recrutements sont nécessités par les normes applicables en la matière)

↳ le remplacement de deux agents en congé maternité : un à l'école maternelle et un au RAM.

↳ l'augmentation de 0.8% sur l'année (0,5% au 1^{er} juillet et 0,3% au 1^{er} octobre) de la valeur du point d'indice (mesure gouvernementale)

- Le nombre de dossiers de demandes d'aides d'urgence enregistré conduit à abonder les crédits ouverts pour le CCAS à hauteur de 3000,00 €.

Les dépenses d'ordre : 0,00 €

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €

Les recettes réelles : 0,00 €

Les recettes d'ordre : 0,00 €

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 0,00 €

Les dépenses réelles : 0,00 €

Les dépenses d'ordre : 0,00 €

Il est donc demandé :

- D'ENTERINER cette décision modificative n° 2009-02 du Budget Principal 2009.

Madame MARCELAUD précise qu'elle comprend, et a bien conscience, qu'il faille ajuster le document budgétaire. Elle fait cependant part de son étonnement quant au fait que l'augmentation des effectifs au restaurant scolaire n'ait pas été prévue. Elle ajoute également qu'en ce qui concerne les remplacements d'agents pour cause de maternité, les montants prévus devraient être minorés des indemnités journalières touchés par les agents. Enfin, elle demande que pour l'exercice 2010, un budget plus important soit accordé dès le départ au CCAS.

Madame INSELIN lui répond qu'en ce qui concerne l'augmentation de la fréquentation de la cantine, celle-ci était imprévisible dans la mesure où les effectifs scolaires sont restés quasiment stables. En ce qui concerne le CCAS il n'était pas possible non plus de prévoir, entre autre, les frais d'obsèques consécutifs au décès d'un indigent sur la commune.

Monsieur le Maire explique à Madame MARCELAUD que, contrairement à ce qu'elle prétend, les crédits inscrits pour les remplacements des agents en congé maternité ne peuvent être minorés des indemnités journalières dans la mesure où :

- les agents en question étant des fonctionnaires, il n'y a pas de versement d'indemnités journalières, et ces agents continuent de percevoir leur traitement complet,
- même si l'assurance du personnel rembourse la collectivité du montant de ces traitements, il convient de prévoir les crédits nécessaires au paiement du salaire du remplaçant. Le principe de continuité du service public impose que la collectivité recrute des remplaçants, et cela coûte forcément cher.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

6 ⇒ Rapport de la Chambre Régionale des Comptes : gestion de la SELI depuis l'exercice 2002

Rapporteur : Madame MEUNIER

En date du 26 mai 2009, la Chambre Régionale des Comptes du Limousin a rendu ses conclusions quant à la gestion de la SELI, Société d'Economie Mixte dont la commune est actionnaire, pour la période de 2002 à 2007.

Dans les conditions fixées aux articles L 243-5 et R 241-17 du Code des Juridictions Financières, il vous est proposé de prendre connaissance du rapport de la Chambre Régionale des Comptes, et d'en débattre, sans vote, lors de la séance du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire précise que la commune est actionnaire de la SELI qui est une Société d'Economie Mixte. Il précise également qu'à l'époque où avait été envisagée l'adhésion de la commune au sein de cette société, il s'était positionné défavorablement. Au cours du précédent mandat, la collectivité a sollicité cette SEM pour mener à bien des projets, mais la SELI a toujours décliné l'offre faite par la municipalité. Il serait souhaitable qu'un débat serein se mette en place quant à savoir si la commune de Condat a un intérêt quelconque à rester actionnaire au sein de cette SEM. Selon Monsieur le Maire, il lui semble que la commune n'a aucun intérêt à rester actionnaire de cette société. Cette réflexion est également sous-tendue par l'expérience du lotissement des Jonchères pour lequel la SELI s'était retourné vers la collectivité afin que les impayés de loyers soient comblés par la collectivité. Le total de ces impayés s'élevait à environ 40 000,00 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DU RAPPORT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES.

La séance est levée à 19 heures 45.